

# HAÏTI

nouvelles  
images d'

**BULLETIN MENSUEL DU COLLECTIF HAÏTI DE FRANCE**  
**Supplément à Une Semaine en Haïti**

## SOMMAIRE

**P. 1-3**

Gardons les yeux grands ouverts :  
les dons ne sont pas sans danger !

**P. 3-4**

**Actualité du mois**

**P. 4-6**

**Vu dans la presse  
et dans l'édition**

**P. 6**

**Association du mois :**  
Bibliothèque Sans Frontières

**P. 7-8**

**Le Collectif Haïti de France :**  
Questions à Paul Vermande, de  
retour d'Haïti

## EDITORIAL

avril 2010 - n° 85

Depuis huit ans, NIH se donne pour but de vous apporter, mois après mois, des nouvelles positives venues d'Haïti. On parle d'Haïti dans la presse, à la radio ou à la tv quand ça va mal. On ne parle donc d'Haïti que négativement et nous avons vu, hélas, beaucoup d'images du désastre depuis le 12 janvier 2010.

NIH veut, dans cette période si difficile, essayer d'être au plus près, au plus juste de ce que vivent les Haïtiens, de leur courage, des actions inventives de solidarité de quelques uns, de la grande solitude de beaucoup, des interrogations qu'ils ont sur leurs responsables politiques et sur l'aide internationale. Nous sommes avec ceux qui se battent pour qu'Haïti devienne enfin un pays où ses enfants aient envie de vivre.

## Gardons les yeux grands ouverts : les dons ne sont pas sans danger !

**L**e 31 mars 2010 avait lieu à New York la Conférence Internationale des donateurs pour la reconstruction d'Haïti. Cette conférence réunissait au siège de l'ONU les représentants de 138 pays, du Fond Monétaire International (FMI), de la Banque mondiale, des ONG et des membres de la diaspora haïtienne. Lors de l'ouverture de la séance, le secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki Moon, appelait les donateurs à apporter « un soutien complet et généreux » au plan de reconstruction du pays présenté par le Président René Préval et son premier ministre Jean Max Bellerive. Le montant total de l'aide ayant été évalué à 11,5 milliards

de dollars sur dix ans, dont 3,8 milliards pour les dix-huit premiers mois.

Pour préparer cette conférence, les donateurs, autres que les Etats, avaient travaillé en cinq groupes séparés selon cinq catégories : le secteur privé, la diaspora, les collectivités locales, les organisations communautaires haïtiennes et les ONG.

Dans NIH de mars 2010, nous vous avons donné un compte rendu du travail du groupe des ONG et de celui de la diaspora, deux groupes dont le Collectif Haïti de France

était partie prenante.

### **La pseudo-consultation de la société civile haïtienne**

Deux Françaises, Sandrine Chopin et Bénédicte Hermelin (Coordination SUD) participaient aux journées de préparation et à la Conférence des donateurs pour les ONG. Outre leur rapport de mission, elles ont fait une restitution publique de cette mission, le 14 avril, et il nous a paru intéressant de revenir sur les points marquants.

Elles ont constaté que le groupe des organisations communautaires haïtiennes s'était effectivement réuni à Port-au-Prince, le 19 mars, mais qu'il ne s'agissait pas vraiment d'une concertation entre représentants de la société civile. Le Bureau de l'envoyé spécial des Nations Unies (N.U), Bill Clinton, n'avait travaillé qu'avec deux organisations haïtiennes, Zanmi Lasanté et Koz Pèp, ainsi qu'avec ATD Quart Monde. Les ONG haïtiennes et européennes, notamment françaises, ont critiqué la forme adoptée pour cette pseudo-consultation de la société civile haïtienne, et la non transparence du procédé.

### **Consultation de la communauté internationale des ONG sur la reconstruction d'Haïti**

Plusieurs réunions préparatoires régionales ou continentales avaient eu lieu à Bruxelles et à Washington. Lors de la consultation internationale des ONG, co-organisée par l'Union Européenne (U.E), Inter-Action et le Bureau de l'envoyé spécial des N.U pour Haïti, le 25 mars à New York, aucun membre du gouvernement haïtien n'était présent. Trois ONG haïtiennes (le Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés – GARR – Haïti Response Coalition et la Plateforme des Organisations Haïtiennes des Droits Humains – POHDH) ont critiqué l'absence de concertation du plan du gouvernement. L'envoyé spécial, Bill Clinton, a clôturé la rencontre sans parler de la reconstruction mais en invitant les ONG à répondre à l'urgence.

### **Positions prises par les ONG internationales**

Globalement, Bénédicte Hermelin et Sandrine Chopin notent des positions similaires entre toutes les ONG internationales représentées. Le consensus porte sur les points suivants : le souci du développement, la relance de l'agriculture, la sécurité alimentaire, l'adoption d'un mode participatif avec la société civile haïtienne et la décentralisation.

Il y a eu un véritable aller-retour des discussions entre les ONG des différents pays. Cela a abouti à une déclaration conjointe des plateformes d'ONG du Brésil, du Canada, du Chili, d'Espagne, de France, d'Europe et des Etats-Unis, sous le titre : « Principes présidant à l'engagement pour la reconstruction et le développement d'Haïti ». On ne peut, ici, qu'en donner les thèmes :

- redevabilité / ce mot, peu usité en français, souligne que les ONG ont une obligation vis-à-vis d'Haïti. C'est pour Haïti qu'elle ont récolté des fonds. Elles doivent donc s'engager

avec les autorités gouvernementales et locales haïtiennes et plus encore avec la population, dans toutes les prises de décision, la mise en oeuvre, la planification et l'évaluation des initiatives qu'elles proposent.

- collaboration et coordination ;
- approche par les droits, incluant les droits sociaux, économiques, culturels, civils et politiques ;
- renforcement des capacités locales ;
- rôle des donateurs bi et multilatéraux ;
- rôle central du gouvernement haïtien et son espacement avec les ONG ;
- conception d'un cadre pour la reconstruction et le développement d'Haïti. Il doit prendre en compte l'analyse des causes de la pauvreté et s'y attaquer, garantir la participation des femmes, limiter la militarisation de l'aide et intégrer la prévention des conflits et la réduction de la violence. Enfin et surtout, ce cadre doit équilibrer les infrastructures et les services (ne pas construire un hôpital sans assurer le suivi de la formation du personnel, l'entretien des bâtiments, par exemple), afin de ne pas rééditer les erreurs commises après le tsunami en Indonésie.

### **Les dons et leur suivi**

Sans entrer ici dans le détail des sommes données ou promises par les différents participants, on constate que les montants dépassent largement les espérances des organisateurs de la conférence, et que l'importance des dons collectés par les ONG a été manifestement reconnue.

La responsabilité du suivi de ces dons, de la transparence et de la « redevabilité » est assurée par le Bureau de l'envoyé spécial des N.U, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et la Banque mondiale.

Pour les ONG, un Bureau d'appui à la coordination des ONG fonctionne à Port-au-Prince. Les associations haïtiennes y sont présentes. L'idée d'un Bureau de liaison est dans l'air, mais nous n'en savons pas plus (celui du collectif ?).

### **Haïti et nous dans tout ça ?**

Cette conférence a donné lieu à des déclarations de bonnes intentions : coordination, suivi, redevabilité, transparence... Mais quels sont les moyens du suivi de l'action ?

Coordination SUD propose que les ONG françaises renseignent sur les actions qu'elles mènent en Haïti : où, quel projet, le nombre de personnes, les grilles de salaires... et que cet état des lieux de l'aide soit tenu à jour à Port-au-Prince, au sein du Bureau d'appui à la coordination des ONG, par exemple.

C'est d'ailleurs ce que le Collectif Haïti de France propose lui aussi, depuis quelques années, aux associations membres : être exigeant ensemble, réfléchir ensemble, rapprocher les projets géographiques ou thématiques. Nous sommes sur la même longueur d'onde...

Nous entendons bien, malgré tout, le malaise exprimé par les deux déléguées françaises : dans le processus du 31 mars,

la société civile haïtienne n'était pas au cœur du débat.

Nous entendons aussi que la société civile haïtienne est composée de personnes qui n'ont pas nécessairement d'être au cœur des espaces de débats les plus visibles, et ainsi marquer leur opposition au gouvernement et à René Préal. Il existe aujourd'hui, en Haïti, une protestation et une réflexion bien réelle au sein de la société civile. Elle a notamment eu un regard critique sur l'arrivée des ONG. Le peuple haïtien a montré son énergie et sa vitalité dans l'urgence. Ses mouvements sociaux sont actifs et font entendre leur voix.

Nouvelles images d'Haïti ? En effet, mais nous ne pouvons, pour l'instant, que reprendre la conclusion de l'article « Reconstruction : changer les façons de faire et d'agir » du numéro précédent de NIH : « Gardons les yeux grands ouverts et les oreilles à l'affût pour suivre au mieux les évolutions à venir et ne pas tomber dans la crédulité et la croyance aveugle vis-à-vis des discours officiels ».

## Pour aller plus loin...

Conférence Internationale des donateurs :  
<http://www.haiticonference.org/french/>

Coordination SUD : [www.coordinationsud.org/](http://www.coordinationsud.org/)

Zanmi Lasante : [www.zanmiparis.org/](http://www.zanmiparis.org/)  
[www.pih.org/where/haiti/haiti.html](http://www.pih.org/where/haiti/haiti.html) (en anglais)

Le GARR : [www.garr-haiti.org/](http://www.garr-haiti.org/)

Et toujours : le site du CHF : [www.collectif-haiti.fr](http://www.collectif-haiti.fr)  
ainsi que ses bulletins d'information...

## ACTUALITE DU MOIS...

# Trois mois après le séisme, l'urgence est à la reconstruction

**Dans un contexte sanitaire difficile, et avec l'arrivée imminente de la saison cyclonique, la communauté internationale tente d'organiser et de coordonner l'aide en Haïti.**

Pour sa deuxième visite en Haïti depuis le 12 janvier, le dimanche 14 mars, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki Moon, a mis l'accent sur la phase du relèvement et de la construction, après celle de l'urgence.

Deux mois après le séisme, qui a fait officiellement plus de 250 000 morts, la Plate-forme Haïtienne des Organisations de Droits Humains (POHDH) préconise un ensemble de mesures d'urgence en vue de garantir le plein respect des droits, notamment sociaux et économiques, des personnes déplacées. Malgré des efforts déployés par différentes instances humanitaires, l'accès à un logement décent reste difficile pour les milliers de sans abris, confrontés à des problèmes de sécurité, d'actes de violence, et une dégradation globale de leurs conditions d'existence. De plus, elle dénonce le détournement d'aide ainsi que le marchandage de tentes et de bâches, en différents endroits de la zone métropolitaine de la capitale, Port-au-Prince. Le relogement est mis en difficulté par les averses tropicales qui ont transformé les campements improvisés en bourbiers. En outre, la saison cyclonique sera active

à partir du mois de juin : quinze tempêtes tropicales et quatre ouragans sont annoncés. Avec les précipitations quotidiennes, le risque d'eaux stagnantes et du pullulement de moustiques grandit. Les communautés de personnes vivant dans les camps, avec un courage extraordinaire, établissent des barrages contre la pénétration des eaux à l'intérieur d'abris provisoires. Le paludisme menace les sans-abri et les sauveteurs.

Dans le but d'établir un plan de reconstruction, l'Agence de service de projets de l'organisation des Nations Unies (United Nations Office for Project service / Unops) pilote actuellement à Port-au-Prince, en collaboration avec le Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (MTPTC), un « projet d'évaluation des dommages subis par l'infrastructure ». Il sera financé par la Banque mondiale et le gouvernement britannique au travers d'un accord bilatéral de 2,8 millions de dollars. Une deuxième phase d'opérations, mises en oeuvre par l'Unops en collaboration avec la Mission des Nations Unies de stabilisation en Haïti (Minustah), consiste en l'installation et la gestion

de camps de personnes déplacées dans cinq zones sélectionnées par le gouvernement. La loi d'urgence prévoit la création d'une commission intérimaire de reconstruction, qui comprendra des membres du gouvernement et d'autres secteurs nationaux, ainsi que des représentants des bailleurs de fonds internationaux – dont l'ancien président Bill Clinton comme co-président. Elle sera chargée des décisions des travaux ou projets de reconstruction à entreprendre.

Parallèlement, d'une part, la Croix-Rouge internationale a organisé une distribution de secours et a promis un abri aux sinistrés du tremblement de terre, d'ici au 1er mai 2010. D'autre part, elle compte arrêter progressivement le transport d'eau par camions citernes, qui est très onéreux, pour se concentrer sur la réhabilitation des réseaux d'eau existants à Port-au-Prince et à Petit-Goâve, en support à la Direction Nationale d'Eau Potable et d'Assainissement (DINEPA). Une aide

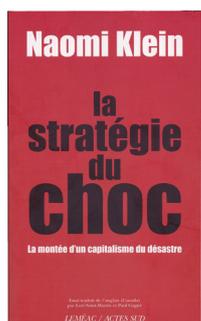
de l'UNICEF et de la FAO sont également en cours, concernant l'éducation et l'agriculture. Une solution au rationnement du carburant, sur le marché national devrait être trouvée incessamment, d'après le ministère haïtien de l'économie et des finances.

Malgré la situation sanitaire déplorable, les Etats-Unis d'Amérique, les Bahamas et la République Dominicaine ont refoulé respectivement 166, 60 et 2 428 personnes au cours des deux premiers mois de l'année 2010, informe le Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR).

*Aurélie Tournois*

## VU DANS LA PRESSE ET DANS L'EDITION...

**N. KLEIN, La stratégie du choc, la montée d'un capitalisme du désastre, Leméac, Actes Sud, 2008.**



«J'appelle « capitalisme du désastre » ce type d'opération consistant à lancer des raids systématiques contre la sphère publique au lendemain de cataclysmes et à traiter ces derniers comme des occasions d'engranger des profits. [...] Pendant plus de trois décennies, Friedman et ses puissants disciples avaient perfectionné leur stratégie : attendre une crise de grande envergure, puis, pendant que les citoyens sont encore sous le choc, vendre l'Etat, morceau par morceau, à des intérêts privés avant de s'arranger pour pérenniser les réformes à la hâte.

Dans l'un de ses essais les plus influents, Friedman définit le remède universel que propose le capitalisme

moderne et énonce ce que j'en suis venue à considérer comme la « stratégie du choc ». Seule une crise – réelle ou supposée – peut produire des changements, fait-il observer. Lorsqu'elle se produit, les mesures à prendre dépendent des idées alors en vigueur. « Telle est, me semble-t-il, notre véritable fonction : trouver des solutions de rechange aux politiques existantes et les entretenir jusqu'à ce que des notions politiquement impossibles deviennent politiquement inévitables ». [...] En cas de crise, le professeur de l'université de Chicago était convaincu qu'il fallait intervenir immédiatement pour imposer des changements rapides et irréversibles à la société éprouvée par le désastre. [...] La plupart des survivants d'une catastrophe souhaitent

l'exact contraire d'une page blanche ; ils veulent sauver tout ce qui peut l'être, remettre en état ce qui n'a pas été entièrement détruit et renforcer les liens qui unissent les citoyens aux lieux qui les ont façonnés. « En participant à la reconstruction de la ville, j'ai l'impression de me reconstruire moi-même » déclara Cassandra Andrews du Lower Ninth Ward, quartier lourdement endommagé de la Nouvelle Orléans, en enlevant des débris au lendemain de la tempête. En revanche, rétablir l'ordre ancien n'intéresse nullement les tenants du capitalisme du désastre. En Irak, au Sri Lanka et à la Nouvelle Orléans, on entreprit le processus faussement qualifié de « reconstruction » en parachevant le travail du cataclysme initial (guerre ou catastrophe naturelle)

: on effaçait les derniers vestiges de la sphère publique et des communautés profondément enracinées afin de les remplacer par une sorte de Nouvelle Jérusalem, des grandes entreprises – le tout avant que les victimes n’eussent eu le temps de se ressaisir et d’affirmer leur droit de propriété. [...]

Les trois exigences traditionnelles – privatisation, dérèglementation et réduction draconienne des dépenses sociales – étaient en général très impopulaires auprès des citoyens, mais, au moment de la signature des accords, on pouvait au moins invoquer comme prétexte le consentement mutuel des gouvernements participant aux négociations et l’existence d’un consensus chez les prétendus experts.

Désormais, on imposait le même programme idéologique par les moyens les plus ouvertement coercitifs qui soient : lors d’une occupation militaire étrangère ou encore dans le sillage immédiat d’une immense catastrophe naturelle.

[...] Joseph Stiglitz, qui était à cette époque économiste en chef à la Banque mondiale, résume bien la mentalité des apôtres de la thérapie de choc. Les métaphores qu’il emploie devraient être à présent familières : « Seule une attaque éclair lancée pendant « la conjoncture favorable » créée par le « brouillard de la transition » permet d’apporter les changements avant que la population n’ait eu le temps de s’organiser pour protéger ses intérêts ». En d’autres termes, la stratégie de choc. »

## Frankétienne: produit typiquement haïtien et à jamais vertical...

Interview de Frankétienne par Antoine Hubert Louis,

Le Matin (Haïti), mardi 13 avril 2010, <http://www.lematinhaiti.com/Article.asp?ID=22214>

*Frankétienne est un écrivain haïtien qui a été désigné « artiste de l’UNESCO pour la paix » en mars dernier...*

[...] Je suis d’accord que, quand on constate l’échec, on doit se prononcer et avoir le courage d’assumer son refus. À l’instar de beaucoup d’autres artistes et intellectuels, dont de très jeunes, je refuse cette horreur, cet accaparement du monde

par un petit groupe de familles qui, de nos jours, se constituent en tant que gestionnaires de la planète sous l’étiquette et le label de la mondialisation. Moi, je suis contre cette mondialisation agressive qui broie et lamine tout. Je suis pour la mondialité, c’est-à-dire ce sentiment d’appartenance à une seule entité où nous sommes tous frères et reliés à travers toutes



les espèces (végétales, animales, etc.) autant dire à travers l’ensemble de la nature. Nous sommes tous liés par des connections invisibles. À l’encontre de la prédation, cela fait donc de nous des frères et implique la culture du partage, de la tendresse, de la convivialité et de l’amour. **Alors, ce qui se sont jusqu’ici considérés comme les maîtres et/ou civilisateurs du monde devraient venir ici afin d’apprendre à vivre en harmonie avec la nature tel que le sous-entend l’imaginaire collectif ?** Cela prouve que nous avons beaucoup à offrir au monde. Mais, la plupart de nos dirigeants n’ont jamais assumé le leadership culturel en dépit du fait que la culture constitue la principale richesse d’Haïti. Nous sommes riches spirituellement et avons beaucoup à

apprendre à cette terre en dérive et gravement menacée à cause d’une politique de prédation. Somme toute, j’estime que c’est un combat exaltant si notre vision du monde fait que l’on nous considère comme étant des primitifs. [...] Par ailleurs, j’avoue que, parce que nous avons toujours pataugé dans des problèmes, souvent nous chutons et tombons au plus bas de l’échelle de l’humanité citoyenne, mais, il importe de

faire preuve de lucidité afin de pouvoir transformer nos chutes en autant de chances de se relever. Ceux-là qui nous considèrent comme des primitifs sont maintenant responsables d’un grand désastre sur le plan planétaire. [...]

**Selon plus d’un, le 12 janvier constitue un véritable coup de boutoir pour le domaine de la**

**création en Haïti, vous, êtes-vous confiant quant à l’avenir de l’imagination créatrice ?** Tout en reprochant aux dirigeants, y compris certaines institutions moribondes, leur irresponsabilité, il importe de considérer le séisme du 12 janvier comme un phénomène naturel. Les tremblements de terre sont assez fréquents au Japon mais, ils ne causent pas la mort de 300 000 personnes. Cette tragédie peut, inversement, constituer un immense coup de fouet, voire un ferment pour l’imagination créatrice [...]. Le chaos est la matrice du futur, en ce sens qu’il est un bouillonnement d’énergie permettant l’éclosion d’un monde nouveau. Il n’y a plus de chaos là où il n’y a que la mort qui est plate, monotone.

Bibliothèques Sans Frontières est née en 2007 à l'initiative de Patrick Weil, directeur de recherche au CNRS et historien. BSF favorise l'accès au savoir - au Cameroun, au Congo, en RDC, à Madagascar, au Niger, au Mali, en Haïti, en Géorgie, aux Etats-Unis et en France - à travers la création de bibliothèques, la professionnalisation des filières du livre, la dotation de livres et l'appui au développement des nouvelles technologies (informatisation et bibliothèques numériques). Dans ce cadre, l'action de Bibliothèques Sans Frontières s'articule essentiellement autour de trois programmes :

- l'éducation formelle et informelle
- l'accès à la lecture pour tous (programme lecture publique)
- la promotion du patrimoine et des savoirs locaux

## Projet en cours

Haïti a été le plus important terrain d'action de Bibliothèques Sans Frontières en 2009. Après le séisme qui a frappé Haïti le 12 Janvier 2010, l'association a articulé son action autour d'une aide d'urgence pour le sauvetage des archives et des collections patrimoniales de la métropole et de la mise en œuvre d'un plan, à moyen et long terme, pour la reconstruction des structures de lecture publique, scolaire et universitaire gravement affectées.

Vue intérieure de la bibliothèque nationale d'Haïti, les rayonnages se sont effondrés les uns sur les autres comme un jeu de domino



Suite à une mission de 7 jours à Port-au-Prince, Léogane et Jacmel, début février 2010, et des discussions avec les partenaires locaux, trois axes d'intervention pour accompagner la reconstruction d'Haïti, à travers la culture et l'éducation par la lecture, ont été dégagés.

### 1. Deuil, résilience et éducation par l'accès à la lecture dans les camps de réfugiés (mai 2010- décembre 2012)

Animation, lecture, création de deux bibliothèques mobiles de rues et de six bibliothèques containers pour accompagner la sédentarisation des camps, formation du personnel et mise en place d'un bibliobus.

### 2. Renforcement de l'accès à la lecture publique et scolaire à Port-au-Prince et en province (2010-2012)

Dons de livres, apport de matériel de stockage, sessions de formations à l'animation et à la gestion des collections, création de huit bibliothèques rurales de proximité et création de la bibliothèque municipale centrale de Port-au-Prince.

### 3. Littérature universitaire et accès aux ressources électroniques à Port-au-Prince

Création de deux campus numériques de 50 postes informatiques pour les 30 000 étudiants de Port-au-Prince et création de la bibliothèque universitaire centrale de Port-au-Prince.

## Le Grand Prix culturel 2010 de la Fondation Louis D.

Créée en janvier 2000 sous l'égide de l'Institut de France, la Fondation Louis D. a pour objet de soutenir « des associations, fondations, personnes morales ou ONG ayant une action à caractère caritatif ou culturel ou dont le but est d'encourager la recherche ».

Depuis sa création, la Fondation Louis D. décerne chaque année deux Grand Prix : un Grand prix scientifique et un Grand prix humanitaire ou culturel remis alternativement, d'un montant de 750 000 euros chacun. Le Prix culturel a pour objet de favoriser et servir la cause de la culture et de la langue française dans le monde et de donner un véritable élan à la francophonie. La Fondation a souhaité soutenir ce projet engagé par BSF, d'autant plus qu'aux besoins fondamentaux en terme de développement éducatif et culturel, s'ajoute un véritable enjeu pour la francophonie en Haïti, aujourd'hui concurrencée par l'anglais et l'espagnol.

Le soutien sera apporté au fur et à mesure du déroulement des interventions de BSF sur présentation des besoins spécifiques.

Le prix sera remis à Bibliothèques Sans Frontières, début juin.

## Contacts

**Bibliothèques Sans Frontières**  
69 rue Armand Carrel, 75019 Paris  
Tel: +33.(0)1.43.25.75.61  
info@bibliosansfrontieres.com  
bsfmidipyrenees@yahoo.fr  
www.bibliosansfrontieres.org

# LE COLLECTIF HAÏTI DE FRANCE...

Paris, le 28 avril 2010. De retour d'une mission de deux semaines en Haïti, Paul Vermande, Président du Collectif Haïti de France, nous livre ses impressions sur la situation actuelle et la nouvelle convention de partenariat avec Alterpresse.

**Quelle est la situation des amis et partenaires haïtiens du Collectif ?** Plusieurs amis nous ont raconté comment ils ont vécu le séisme et ils nous ont parlé avec pudeur de leurs morts (presque toutes les familles de Port-au-Prince ont été touchées), ils nous ont montré leurs maisons détruites et comment ils s'étaient réaménagés un espace de vie moitié sous des tentes, moitié dans des baraquements de bois et de tôle. Nos collègues, professeurs et jeunes chercheurs, sont admirables de dignité car ils ne se plaignent pas et continuent leur travail. Leurs difficultés sont grandes car beaucoup se sentent seuls pour les affronter : « l'Etat n'existe pratiquement pas ». Pour les actions quotidiennes et pour soutenir concrètement ceux qui agissent, un système de volontariat a été mis en place à l'Université Quisqueya, pour que les étudiants interviennent, après une formation, dans les camps. Ils soignent, éduquent, soutiennent psychologiquement et participent aux actions d'hygiène...le tout pour un salaire de 200 \$ par mois financé par un organisme des Nations Unies. Ils sont encadrés par des enseignants.

Une autre façon de gagner un peu d'argent est : le « Cash for Work ». Les gens s'inscrivent pour exécuter des travaux de manœuvre, de déblaiement, d'enlèvement des déchets ou de nettoyage des voies de circulation et ils reçoivent 200 gourdes soit 4 € par jour. Il y aurait environ 200 000 personnes rémunérées ainsi par jour, dont 10 000 rien que pour les déchets, selon les estimations.

**Trois mois après le séisme, quel est le visage d'Haïti ?**

Je m'attendais à pire, dans Port-au-Prince, car il y a des quartiers qui n'ont pas été touchés par le séisme alors que ceux d'à côté sont totalement détruits. Certes, il y a des camps et des tentes un peu partout avec, en bordure, des latrines, des bennes pour les déchets solides et des citernes-réserves d'eau. Certaines personnes, à la nuit tombée, s'y lavent discrètement. L'aspect des camps n'est pas repoussant, mais combien de temps les personnes qui y sont maintenant, pourront-elles rester sans qu'il y ait des affrontements? J'ai vu des femmes un peu âgées, ayant perdu une partie de l'équilibre psychique, s'en prendre aux voisins et être la risée des plus jeunes. La promiscuité et le manque d'intimité (toutes les tentes sont les unes contre les autres) empêchent d'avoir une activité personnelle indépendante et continue. Il faut noter que certaines personnes sont venues dans les camps, sans que leur maison soit détruite, seulement pour recevoir l'aide alimentaire et sanitaire. Actuellement le gouvernement procède à des déplacements et à des réaménagements de camps car en période de fortes pluies, il y aura des inondations et des difficultés innombrables

: beaucoup ne veulent pas partir du camp où ils sont !

Dans les quartiers effondrés, ( au bas de la ville, autour de l'église du Sacré Coeur, vers Delmas, Carrefour Feuilles, Fontamara...) ce qui reste des maisons et des bâtiments est attaqué à la masse, à la pioche ou au bulldozer. Les gravats sont ensuite déposés sur les trottoirs ou sur les terre-pleins au milieu des voies à double circulation. Les routes sont donc partiellement neutralisées. Malgré un nombre impressionnant de camions ces gravats restent longtemps. Ces deux types d'actions dégagent une poussière qui rend l'atmosphère difficilement respirable et provoque notamment des trachéites. Dans ces mêmes quartiers j'ai vu des silhouettes en haillons, couchées, recroquevillées le long des murs... Que faire sinon espérer que les ONG chargées des soins urgents passeront rapidement.

**Comment sont gérés les problèmes techniques et politiques ?** Les questions techniques de chaque secteur (éducation, santé, assainissement et déchets, énergie,...) sont abordées toutes les semaines dans les réunions des « clusters<sup>1</sup> ». Toutes les ONG et les services officiels sont présents pour faire le point sur le secteur géographique où ils interviennent et pour poser des questions sur les problématiques administratives ou réglementaires. Certains clusters fonctionnent très bien, d'autres font l'objet de concurrence entre certains participants ou sont submergés par l'ampleur des tâches à accomplir.

J'ai eu l'impression que la population n'attend pas grand chose dans l'immédiat. Mais heureusement, pas mal de classes ont réouvert dans des baraques en bois. Le gouvernement intervient, certes, mais pour le long terme et les grands travaux qui ne vont commencer que dans plusieurs mois. En conséquence, les difficultés actuelles de la population ne sont pas suffisamment prises en compte, et le président n'intervient pas pour donner des orientations et des impulsions fortes à la population. Il semble qu'il ne se présentera pas aux élections qui vont avoir lieu dans quelques mois, et ce sera un grand défi pour tout le monde d'organiser ces élections dans des conditions crédibles. A ce sujet, Gary VICTOR écrit (Le Nouvelliste du 24-25 avril) : « Que va-t-on faire pour que dans une élection libre et démocratique, des charlatans, des nuls, des repris de justice, ne soient plus élus pour venir vicier les institutions internationales ? Pour que les élus puissent effectivement travailler au bonheur présent et futur de la nation ».

<sup>1</sup> Mécanisme de coordination de l'urgence mis en place par l'ONU.

Je vous fais également part de deux réflexions entendues ces derniers jours :

- parole d'un cadre d'un ministère que je connais depuis 1995 : « Presque tous les haïtiens n'ont qu'un seul projet important : quitter le pays »
- parole d'un jeune licencié qui fait de l'animation psychosociale dans plusieurs villes du pays, dont Cité Soleil à PAP : « le travail en groupe ou en association est très difficile car les jeunes Haïtiens n'ont jamais eu de formation pour cela, ni de pratique dans ce domaine. Je ne crois pas à la mutualisation des moyens. » Il m'a dit cela à la suite d'une discussion où il était question de rassembler tous les établissements d'enseignement supérieur dans un grand campus pour qu'ils puissent mutualiser leurs moyens. « Si nous ne saisissons pas cette occasion, nous allons passer pour des incapables aux yeux de la communauté internationale » aurait dit l'un des universitaires.

Autres problèmes en cours : le manque d'essence pendant plus d'une semaine a amené des perturbations fortes (augmentation du prix des déplacements, annulation pour certains) ;

- comment récupérer dans les banques l'argent des disparus alors que tous les papiers sont perdus ?
- comment faire établir des actes de décès pour des personnes emmenées dans les fosses communes sans reconnaissance préalable ?

**Qu'est-ce que la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH) ? Quelle est l'implication de la France et de l'Union Européenne aujourd'hui ?** La CIRH va contrôler les dépenses de la reconstruction pendant les 18 premiers mois. Le président et le gouvernement ont donc demandé et obtenu le vote d'une loi prolongeant l'état d'urgence pendant 18 mois.

Cette commission sera présidée par deux personnalités : le premier ministre Jean Max Bellerive et Bill Clinton, envoyé spécial des Nations Unies.

Depuis, la France a signé le déblocage de 5 millions d'euros d'aide budgétaire, dont une partie pour le secteur rural et une autre pour la relance du Micro-crédit.

Le Commissaire européen au Développement, M. Andris PIEBALGS, quant à lui, est venu rappeler l'engagement de l'UE à hauteur d'1,2 milliard. Il a immédiatement signé les cinq premières conventions d'un montant total de 206 millions d'euros, dont la plus grande partie, 181 millions, est un appui à la « politique nationale de transport-infrastructures routières ».

La MINUSTAH va modifier un peu son mandat, en augmentant le nombre des policiers (4 391 agents) tout en maintenant le nombre de soldats à 8 940. Les recommandations seraient les suivantes :

- promouvoir la stabilité politique en fournissant un appui logistique et opérationnel à l'organisation des prochaines élections afin de permettre le transfert pacifique et démocratique du pouvoir, en février 2011 ;
- assurer la coordination de l'assistance humanitaire post désastre et la réduction des risques de catastrophes naturelles ;
- maintenir un climat sécuritaire sûr et stable ;
- appuyer le gouvernement pour le plan de reconstruction, le renforcement de la capacité de l'Etat et la décentralisation ;
- promouvoir une politique sociale équilibrée.

**Vous avez rencontré Alterpresse pour une nouvelle convention de partenariat. Qu'en est-il ressorti ?**

Concernant le projet de Télécentre Mobile, nous souhaitons procéder à la signature d'une convention Médialternatif/CHF pour le versement de 10 000 € sur les dons reçus par le CHF suite au séisme (décision du CA du 1er avril). D'autres soutiens au projet sont possibles : Broodelink Delen (12 à 15 000 \$), l'UNESCO (en négociations), Reporters Sans Frontières (environ 4 000 €) et Le Monde Diplomatique. La fondation AFP donnerait six ordinateurs pour le télécentre, ce qui permettra de diminuer le budget initial. La question du budget (véhicule notamment) est encore à l'étude. Les interventions dans les camps se feront là où nous avons des partenaires comme le GARR ou la FASH (Faculté des Sciences Humaines). Le Collectif va contacter Reporters sans Frontières pour qu'ils fassent une demande à la Fondation de France.

La convention tripartite pour Une Semaine en Haïti : la FOKAL a donné un accord de principe pour continuer.

Autres perspectives : la création d'un observatoire médiatique de la reconstruction. Un document de projet a été proposé à WACC (World Association Christian Community) et à une organisation partenaire de FOKAL, OSI (Open Society Institute). Il s'agirait de recueillir les réflexions de la société civile sur la reconstruction en s'appuyant sur un réseau de correspondants dans le pays, notamment les radios communautaires.